

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	900 fr.	500 fr.
Etranger	1200 fr.	650 fr.

Prix du numéro } Au comptant, à l'imprimerie : 50 fr.
 } Par porteur ou par la poste :
 } Togo, France et Colonies : 65 fr.
 } Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

la ligne	50 f
Minimum	200 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	200 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1955

- 16 août — Décret n° 55-1115 instituant un concours pour l'obtention des titres de médecin, chirurgien, pharmacien-chimiste et spécialiste des hôpitaux coloniaux (Arrêté de promulgation n° 738-55/C. du 30 août 1955). 788
- 16 août — Décret n° 55-1116 instituant un concours pour la nomination à l'emploi d'assistant des hôpitaux coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 738-55/C. du 30 août 1955). 789
- 16 août — Décret n° 55-1122 fixant les modalités d'application de la loi n° 54-418 du 15 avril 1954 étendant aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la pharmacie (Arrêté de promulgation n° 737-55/C. du 30 août 1955). 791
- 16 août — Décret n° 55-1123 fixant les règles concernant le remplacement des pharmaciens pendant leur absence en application de l'article 3 de la loi n° 54-418 du 15 avril 1954 étendant aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la pharmacie (Arrêté de promulgation n° 737-55/C. du 30 août 1955). 793
- 16 août — Décret accordant au bureau minier de la France d'outre-mer un permis général de recherches minières au Togo. (Arrêté de promulgation n° 739-55/C. du 30 août 1955). 794

- 27 août — Arrêté interministériel relatif aux prix de certaines graines oléagineuses (Arrêté de promulgation n° 752-55/C. du 6 septembre 1955). 795

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1955

- 24 août — N° 723-55/F. — Arrêté mettant une avance à la disposition du service des Finances du Territoire. 796
- 30 août — N° 734-55/F. — Arrêté mettant une avance à la disposition de la Station de Radiodiffusion du Togo français. 797
- 30 août — N° 735-55/F. — Arrêté portant création d'une caisse d'avance au Service des Mines du Togo. 797
- 2 sept. — N° 744-55/CML. — Arrêté portant suppression de la Régie municipale. 797
- 2 sept. — N° 750-55/AP. — Arrêté portant convocation de l'Assemblée territoriale du Togo en session extraordinaire. 798
- 7 sept. — N° 754-55/TP. — Arrêté désignant Atakpamé comme centre pour l'examen en vue de l'obtention du permis de conduire. 798
- 8 sept. — N° 757-55/AP. — Arrêté portant rattachement de centre d'état-civil dans le Cercle d'Aného. 798
- Personnel 799
- Divers 801

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et Communications

- Office des changes 807
- Domaines 808

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Santé**

ARRETE N° 738-55/C. du 30 août 1955 promulguant au Togo les décrets nos 55-1115 et 55-1116 du 16 août 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le Territoire du Togo :

1° — le décret n° 1115 du 16 août 1955 instituant un concours pour l'obtention des titres de médecin, chirurgien, pharmacien-chimiste et spécialiste des hôpitaux coloniaux;

2° — le décret n° 55-1116 du 16 août 1955 instituant un concours pour la nomination à l'emploi d'assistant des hôpitaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1955.

J. BÉRARD.

DECRET N° 55-1115 du 16 août 1955 instituant un concours pour l'obtention des titres de médecin, chirurgien, pharmacien-chimiste et spécialiste des hôpitaux coloniaux.

Le présent du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale et des forces armées et du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret n° 48-968 du 9 juin 1948, modifié par le décret n° 50-1216 du 30 septembre 1950, instituant un concours pour l'obtention du titre de médecin des hôpitaux coloniaux, de chirurgien des hôpitaux coloniaux, de spécialiste des hôpitaux coloniaux et de pharmacien chimiste des hôpitaux coloniaux;

Vu le décret du 4 décembre 1950 (*Journal officiel* du 8 décembre 1950, p. 12425) instituant un concours pour l'obtention du titre de pharmacien spécialiste des hôpitaux coloniaux (1^{re} et 2^e section);

Vu le décret n° 54-616 du 9 juin 1954 fixant l'organisation de l'école d'application et centre d'instruction et de recherches du service de santé des troupes coloniales.

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué un concours pour l'obtention des titres de :

Médecin des hôpitaux coloniaux.

Chirurgien des hôpitaux coloniaux.

Pharmacien chimiste des hôpitaux coloniaux.

Spécialiste des hôpitaux coloniaux.

Ce concours est, en principe, annuel.

Les candidatures sont soumises à l'autorisation du ministre de la défense nationale et des forces armées (direction des troupes coloniales).

Peuvent faire acte de candidature les médecins et pharmaciens des troupes coloniales, assistants des hôpitaux coloniaux, présents en France ou en cours de séjour métropolitain en Afrique du Nord au moment du concours et ayant accompli antérieurement deux séjours outre-mer totalisant au minimum quatre années.

Toutefois, pendant une période transitoire de trois ans à compter de la publication du présent décret; les médecins et pharmaciens des troupes coloniales non pourvus du titre d'assistant des hôpitaux coloniaux pourront être autorisés à se présenter aux concours de médecins, chirurgiens, chimistes ou spécialistes des hôpitaux coloniaux à la condition qu'ils aient été antérieurement candidats à ces concours ou qu'ils fassent la preuve qu'ils n'ont pas pu se présenter aux concours antérieurs en raison des nécessités du service général des troupes coloniales.

Le nombre et la nature des emplois à mettre au concours sont fixés chaque année par le ministre de la défense nationale et des forces armées (direction des troupes coloniales).

Les conditions et le programme du concours feront l'objet d'une instruction interministérielle.

Le titre obtenu au concours est définitivement acquis.

ART. 2. — Les spécialités suivantes sont admises :

Catégories médicales :

Pneumo-phthisiologie.

Neuro-psychiatrie.

Pédiatrie-puériculture.

Dermato-vénérologie.

Biologie médicale et laboratoire.

Catégories chirurgicales :

Neuro-chirurgie.

Urologie.

Gynécologie-obstétrique.

Otorhinolaryngo-ophtalmologie.

Stomatologie.

Catégorie électro-radiologie.

Catégorie pharmacie :

Biologie et botanique.

Biologie et zoologie.

ART. 3. — Les jurys des concours pour l'obtention des titres de médecin des hôpitaux coloniaux, de chirurgien des hôpitaux coloniaux et spécialiste des hôpitaux coloniaux sont nommés par le ministre de la défense nationale et des forces armées (direction des troupes coloniales).

Ils sont présidés par un médecin général inspecteur ou un médecin général des troupes coloniales.

Ils comprennent (suivant la nature de concours) :

Un médecin, chirurgien ou spécialiste des hôpitaux d'une ville de faculté;

Trois médecins, chirurgiens ou spécialistes des hôpitaux coloniaux.

Il est désigné en outre, pour chaque jury, un membre suppléant choisi parmi les médecins, chirurgiens ou spécialistes des hôpitaux coloniaux.

A défaut de spécialistes des hôpitaux coloniaux, il sera fait appel à des médecins ou chirurgiens des hôpitaux coloniaux ou à des spécialistes des hôpitaux militaires, des hôpitaux maritimes ou de l'air.

ART 4. — Les jurys des concours pour l'obtention des titres de pharmacien chimiste des hôpitaux et de pharmacien biologiste sont nommés par le ministre de la défense nationale et des forces armées (direction des troupes coloniales).

Ils sont présidés par le pharmacien général des troupes coloniales ou, à son défaut, par un pharmacien colonel des troupes coloniales.

Ils comprennent pour la catégorie pharmacie-chimie :

Un professeur de chimie des facultés de pharmacie ou des facultés mixtes de médecine et de pharmacie; désigné par le ministre de l'éducation nationale, sur la demande du ministre de la défense nationale et des forces armées (direction des troupes coloniales);

Deux pharmaciens chimistes des hôpitaux coloniaux;

Un représentant du service technique de la répression des fraudes, désigné par le ministre de l'agriculture, sur la demande du ministre de la défense nationale et des forces armées (direction des troupes coloniales).

Il est désigné en outre un membre suppléant pharmacien chimiste des hôpitaux coloniaux.

Ils comprennent pour la catégorie pharmacie-biologie :

Deux professeurs d'histoire naturelle des facultés de pharmacie ou des facultés mixtes de médecine et de pharmacie, désignés par le ministre de l'éducation nationale, sur la demande du ministre de la défense nationale et des forces armées (direction des troupes coloniales);

Deux pharmaciens spécialistes ou, à leur défaut, deux pharmaciens chimistes des hôpitaux coloniaux.

Il est désigné en outre un membre suppléant pharmacien spécialiste ou pharmacien chimiste des hôpitaux coloniaux.

A défaut de pharmacien spécialiste ou de pharmacien chimiste des hôpitaux coloniaux, il sera fait appel à des pharmaciens chimistes du service de santé militaire, de la marine ou de l'air.

Nul ne peut être membre ou membre suppléant dans un jury spécial s'il est parent ou allié jusqu'au sixième degré inclusivement soit d'un autre membre du jury, soit de l'un des candidats.

ART. 5. — Sont abrogés le décret n° 48-963 du 9 juin 1948 (et ses modificatifs) instituant un concours pour l'obtention du titre de médecin des

hôpitaux coloniaux, de chirurgien des hôpitaux coloniaux, de spécialiste des hôpitaux coloniaux et de pharmacien chimiste des hôpitaux coloniaux et le décret du 4 décembre 1950 (paru au *Journal officiel* du 8 décembre 1950) instituant un concours pour l'obtention du titre de pharmacien spécialiste des hôpitaux coloniaux (1^{re} et 2^e section).

ART. 6. — Le ministre de la défense nationale et des forces armées et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 août 1955.

Edgar FAIRE.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre de la défense nationale
et des forces armées,*
Pierre KOENIG.

Le ministre de la France d'outre-mer,
Pierre-Henri TEITGEN.

DECRET N° 55-1116 du 16 août 1955 instituant un concours pour la nomination à l'emploi des hôpitaux coloniaux.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale et des forces armées et du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret n° 48-983 du 12 juin 1948, modifié par le décret n° 50-251 du 27 février 1950, instituant un concours pour la nomination à l'emploi d'assistant des hôpitaux coloniaux;

Vu le décret n° 54-616 du 9 juin 1954 fixant l'organisation de l'école d'application et centre d'instruction et de recherches du service de santé des troupes coloniales,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué un concours pour la nomination à l'emploi d'assistant des hôpitaux coloniaux dans les catégories :

Médecine.
Microbiologie.
Chirurgie générale.
Chirurgie spéciale (otorhinolaryngo-ophtalmologie, stomatologie).
Electro-radiologie.
Chimie-pharmacie.

Ce concours a lieu deux fois par an à l'école d'application et centre d'instruction et de recherches du service de santé des troupes coloniales à Marseille.

Peuvent seuls y prendre part, après autorisation du ministre de la défense nationale et des forces armées (direction des troupes coloniales), les médecins et pharmaciens des troupes coloniales de l'armée active, âgés de trente-six ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours, effectuant en France ou en Afrique du Nord un séjour métropolitain normal au moment du concours et ayant accompli au moins un séjour complet outre-mer.

Le nombre et la nature des emplois à pourvoir sont fixés chaque année par le ministre de la défense

nationale et des forces armées (direction des troupes coloniales).

Les conditions et le programme de chacune des catégories du concours font l'objet d'une instruction interministérielle.

ART. 2. — Les jurys des concours sont nommés par le ministre de la défense nationale et des forces armées (direction des troupes coloniales).

Les jurys des catégories médecins; microbiologie, électro-radiologie sont présidés par un médecin général des troupes coloniales.

Ils comprennent :

Pour la catégorie médecine.

Le professeur de clinique médicale de l'école d'application et centre d'instruction et de recherches du service de santé des T. C. (ou l'un des agrégés de la chaire);

Un médecin des hôpitaux coloniaux.

Un médecin des hôpitaux civils d'une ville de faculté.

Pour la catégorie microbiologie.

Le professeur d'épidémiologie ou d'hygiène de l'école d'application et centre d'instruction et de recherches du service de santé des T. C.

Un médecin des hôpitaux coloniaux.

Un chef de laboratoire des hôpitaux civils d'une ville de faculté.

Pour la catégorie électro-radiologie.

Le professeur de clinique chirurgicale de l'école d'application et centre d'instruction et de recherches du service de santé des T. C. (ou l'un des agrégés de la chaire);

Un spécialiste des hôpitaux coloniaux (électro-radiologie);

Un électro-radiologiste des hôpitaux civils d'une ville de faculté.

Les jurys de catégories chirurgie générale et chirurgie spéciale sont présidés par un médecin général des troupes coloniales.

Ils comprennent :

Pour la catégorie chirurgie.

Le professeur de clinique chirurgicale de l'école d'application et centre d'instruction et de recherches du service de santé des T. C. (ou l'un des agrégés de la chaire);

Un chirurgien des hôpitaux coloniaux.

Un chirurgien des hôpitaux civils d'une ville de faculté.

Pour la catégorie otorhinolaryngo-ophtalmologie.

Le professeur d'une chaire de chirurgie de l'école d'application et centre d'instruction et de recherches du service de santé des T. C.

Un spécialiste des hôpitaux coloniaux (otorhinolaryngo-ophtalmologie).

Un spécialiste otorhinolaryngo-ophtalmologie d'une ville de faculté.

Pour la catégorie stomatologie.

Le professeur d'une chaire de chirurgie de l'école d'application et centre d'instruction et de recherches du service de santé des T. C.

Un stomatologiste des hôpitaux coloniaux.

Un stomatologiste des hôpitaux civils d'une ville de faculté.

Le jury de la catégorie pharmacie est présidé par le pharmacien général des troupes coloniales ou, à son défaut, par un pharmacien colonel des troupes coloniales.

Il comprend :

Le professeur de chimie-pharmacie de l'école d'application et centre d'instruction et de recherches du service de santé des T. C. (ou l'un des agrégés de la chaire).

Un pharmacien chimiste des hôpitaux coloniaux.

Un pharmacien des hôpitaux civils d'une ville de faculté.

Il est désigné, en outre, pour chaque jury, un membre suppléant choisi parmi les médecins; chirurgiens, spécialistes des hôpitaux coloniaux ou pharmaciens chimistes des hôpitaux coloniaux.

Dans les jurys, aucun juge ou suppléant ne peut être désigné s'il est parent ou allié jusqu'au sixième degré inclusivement, soit d'un autre juge, soit d'un candidat.

Dans le cas où le nombre des médecins; chirurgiens; spécialistes des hôpitaux coloniaux ou pharmaciens chimistes des hôpitaux coloniaux présents en France ne serait pas suffisant pour permettre de constituer les jurys, il pourra être fait appel à des médecins; chirurgiens ou spécialistes des hôpitaux militaires; de la marine et de l'air.

ART. 3. — Les candidats nommés après chaque concours bénéficient, sauf nécessité impérieuse de service, d'une distraction d'un an du tour de service outre-mer. Ils sont affectés à l'école d'application et centre d'instruction et de recherches du service de santé des troupes coloniales et, suivant leur catégorie, ils sont pourvus par le directeur d'emplois d'assistants, soit dans les services hospitaliers de l'hôpital militaire d'instruction Michel-Lévy, soit dans les laboratoires de microbiologie ou de chimie de l'école.

ART. 4. — A l'issue de cette année de distraction; les assistants devenus disponibles pour le service outre-mer reçoivent, chaque fois que cela est possible; un emploi d'assistant dans un hôpital colonial, un laboratoire ou un centre technique d'outre-mer.

La durée des fonctions des assistants des hôpitaux coloniaux quelle que soit la catégorie, ne saurait être inférieure à deux ans ni excéder trois ans.

ART. 5. — Le décret n° 48-983 du 12 juin 1948; modifié par le décret n° 50-251 du 27 février 1950; instituant un concours pour la nomination à l'emploi d'assistant des hôpitaux coloniaux est abrogé.

ART. 6. — Les ministres de la défense nationale et des forces armées et de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 août 1955.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre de la défense nationale
et des forces armées,*

Pierre KOENIG.

Le ministre de la France d'outre-mer,
Pierre-Henri TEITGEN.

ARRETE N° 737-55/C. du 30 août 1955 promulguant au Togo les décrets nos 55-1122 et 55-1123 du 16 août 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le Territoire du Togo :

1^o — le décret n° 55-1122 du 16 août 1955 fixant les modalités d'application de la loi n° 54-418 du 15 avril 1954 étendant aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la pharmacie;

2^o — le décret n° 55-1123 du 16 août 1955 fixant les règles concernant le remplacement des pharmaciens pendant leur absence en application de l'article 3 de la loi n° 54-418 du 15 avril 1954 étendant aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la pharmacie.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1955

J. BÉRARD.

DECRET n° 55-1122 du 16 août 1955 fixant les modalités d'application de la loi n° 54-418 du 15 avril 1954 étendant aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la pharmacie.

Le président du conseil des ministres;

Sur le rapport du ministre de la santé publique et de la population et du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi n° 54-418 du 15 avril 1954 étendant aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la pharmacie;

Vu la loi n° 51-518 du 8 mai 1951 relative à la codification des textes concernant la pharmacie et la santé publique, ensemble le décret n° 53-1001 du 5 octobre 1953 modifié portant codification des textes législatifs concernant la santé publique;

Vu l'avis de la commission prévue à l'article 1^{er} de la loi du 15 avril 1954 susvisée;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — En application de la loi susvisée du 15 avril 1954 et sous réserve des articles 2 et 3 du présent décret, sont applicables dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, les dispositions suivantes:

ART. 2. — En Afrique équatoriale française, en Afrique occidentale française, au Togo et au Cameroun, les pharmaciens diplômés de l'école africaine de médecine et de pharmacie de Dakar sont assimilés de plein droit aux bénéficiaires de mesures transitoires prévues à l'article 663 du code de la santé publique. En outre, ils peuvent remplir les fonctions d'assistance prévues à l'article 579, alinéa 3, du même code.

ART. 3. — Au Togo et au Cameroun, sont autorisés à exercer la pharmacie, par dérogation aux dispositions de l'article 514 du code de la santé publique, sans condition de nationalité française, les pharmaciens ressortissants des pays membres de l'Organisation des Nations Unies titulaires d'un diplôme reconnu par le ministre de la France d'outre-mer.

ART. 4. — La présentation du remplaçant visé à l'article 519 du code de la santé publique devra être faite au président du comité des délégués prévus à l'article 535 du même code qui, à défaut de cette présentation, procédera à une désignation d'office.

ART. 5. — Les professions médicales visées à l'article 549 du code de la santé publique sont celles de médecin, de chirurgien dentiste et de sage-femme.

ART. 6. — Toute demande tendant à obtenir le visa des textes publicitaires prévu à l'article 554 du code de la santé publique doit être présentée :

a) Pour les textes publicitaires relatifs aux spécialités pharmaceutiques, au ministre de la France d'outre-mer, qui la transmet au ministre de la santé publique et de la population; la décision est adressée au ministre de la France d'outre-mer, qui la notifie à l'intéressé;

b) Pour les textes publicitaires relatifs aux officines et aux produits préparés et vendus par celles-ci, au chef du territoire, qui statue sur proposition du directeur chargé de la santé publique (inspection de la pharmacie), après avis du président du comité des délégués de la sous-section de l'ordre des pharmaciens.

ART. 7. — Par dérogation aux dispositions de l'article 557 du code de la santé publique, l'inspection de la pharmacie est exercée, sous l'autorité du mi-

nistre de la France d'outre-mer, par des inspecteurs de la pharmacie désignés parmi les pharmaciens du service de santé des troupes coloniales ayant rang d'officier supérieur, ou fonctionnaires ou assimilés de l'assistance médicale ayant suivi le stage spécialisé à l'école supérieure de la santé publique à Paris.

Les pharmaciens chefs des groupes de territoires, de Madagascar et du Cameroun seront, de droit, pharmaciens inspecteurs divisionnaires.

ART. 8. — Pour toute ouverture d'une nouvelle officine ou tout transfert d'une officine d'un lieu dans un autre, la licence visée à l'article 570 du code de la santé publique est accordée après avis du comité des délégués de la sous-section de l'ordre des pharmaciens. En cas de refus de celle-ci, il peut être fait appel au ministre de la France d'outre-mer, qui statue après avis du conseil central de la section F.

ART. 9. — Par dérogation aux dispositions de l'article 571 du code de la santé publique, le nombre et la répartition des officines sont fixés par arrêté du chef du territoire pris sur proposition du directeur local chargé de la santé publique, après avis de l'inspecteur de la pharmacie et du délégué de la sous-section de l'ordre des pharmaciens.

Dans les localités importantes, la licence d'exploitation peut imposer une distance minimum entre deux officines.

ART. 10. — La réclamation visée au quatrième alinéa de l'article 574 du code de la santé publique est soumise au ministre de la France d'outre-mer, qui statue après avis du conseil central de la section F.

Si aucune décision n'est intervenue dans le délai de trois mois à compter du dépôt de la déclaration au chef-lieu du territoire, l'enregistrement de celle-ci est de droit à l'expiration dudit délai.

ART. 11. — Dans les localités où n'existe pas d'officine, ou en cas d'insuffisance d'approvisionnement, le chef de territoire peut autoriser temporairement les formations sanitaires administratives à délivrer les médicaments, prescrits par ordonnance, à la population, à titre onéreux, aux prix de vente au public tels que définis à l'article 13 du présent décret.

Les dispositions des articles 577 et 578 du code de la santé publique concernant les formations sanitaires administratives ne sont applicables qu'en tant qu'elles sont compatibles avec l'organisation du service de santé et des services d'assistance.

La liste des médicaments prévue à l'article 577, quatrième alinéa, est dans ce cas établie par les soins de la direction chargée de la santé publique.

ART. 12. — Le délai prévu à l'alinéa 3 de l'article 580 du code de la santé publique est porté à deux ans.

ART. 13. — Par dérogation aux dispositions de l'article 593 du code de la santé publique, un arrêté du chef de territoire fixera selon les besoins, sur proposition du chef de service chargé des affaires économiques et après avis de l'inspecteur de la pharmacie et du président du syndicat des pharmaciens, les prix de vente au public des médicaments et

produits dont la vente est réservée aux pharmaciens. Ces prix auront pour base les prix du tarif pharmaceutique national métropolitain, affectés d'un coefficient.

Les prix de vente au public sont obligatoires : ils sont les mêmes dans les officines et dans les dépôts.

ART. 14. — Toute demande d'enregistrement au ministère de la santé publique d'un produit sous cachet fabriqué dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, faite en application de l'article 605 du code de la santé publique, devra être transmise par l'intermédiaire de l'inspecteur de la pharmacie du territoire, sous couvert du ministre de la France d'outre-mer.

ART. 15. — Pour l'application des dispositions de l'article 663 du code de la santé publique, la date de promulgation, dans chaque territoire, du présent décret, est substituée à la date de promulgation de la loi du 24 mai 1946.

En outre, à titre transitoire, les personnes exerçant en fait l'emploi de préparateur en pharmacie sans avoir les cinq années de pratique professionnelle peuvent continuer d'exercer pendant un délai de cinq ans.

A l'expiration de ce délai, elles ne pourront continuer à exercer qu'après avoir subi avec succès l'examen prévu aux articles 582 et 583.

ART. 16. — Pour les spécialistes pharmaceutiques anciennes fabriquées dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, la demande de visa prévue à l'article 665 du code de la santé publique devra être présentée dans les six mois à compter de la date de promulgation de la loi du 15 avril 1954 dans ces territoires.

ART. 17. — Par dérogation aux dispositions de l'article 511 du code de la santé publique, dans le cas où la densité des officines ouvertes est insuffisante pour les besoins de la population, des autorisations personnelles d'ouverture de dépôts de médicaments peuvent être accordées à des commerçants non pharmaciens par arrêté du chef de territoire, sur proposition du directeur local chargé de la santé publique, après avis de l'inspecteur de la pharmacie et du délégué de la sous-section de l'ordre des pharmaciens.

Ces dépositaires ne peuvent en aucun cas acquérir, détenir ou déhiter, à titre gratuit ou onéreux, que les médicaments énumérés ci-dessous, sous réserve qu'ils ne soient ni injectables ni soumis au régime des substances visées à l'article 626 :

1° Médicaments préparés, divisés, conditionnés à l'avance et étiquetés, sous leur cachet, par les soins d'un pharmacien diplômé établi dans le territoire ou le groupe de territoires où se trouvent les dépôts ;

2° Spécialités pharmaceutiques ou vétérinaires dûment autorisées dans la métropole et en provenance d'une pharmacie du territoire ou du groupe de territoires.

Il est interdit à ces dépositaires d'avoir une part quelconque dans la préparation, la division ou la conditionnement de ces médicaments.

Il leur est également interdit d'exécuter toute préparation magistrale, ou toute prescription médicale, même si elles mentionnent des substances non visées à l'article 626 et, plus généralement, de se livrer à aucun acte pharmaceutique.

Les médicaments mis en vente dans les dépôts, présentant toute garantie d'hygiène et de bonne conservation, doivent être nettement séparés de toutes autres marchandises et être placés dans une armoire ou comptoir de préférence vitrés, exclusivement réservés à cet usage.

L'ouverture régulière d'une officine de pharmacie rend automatiquement caduque toute autorisation d'ouverture de dépôt de médicaments sis dans un rayon de vingt kilomètres.

Le chef de territoire pourra fixer par arrêté, si les circonstances l'exigent, un rayon différent, sur proposition du directeur local chargé de la santé public, après avis de l'inspecteur de la pharmacie et du délégué de la sous-section de l'ordre des pharmaciens.

Le nombre de ces dépôts sera fixé dans chaque localité, en raison de l'importance de la population desservie, par arrêté pris dans les mêmes conditions qu'à l'alinéa précédent.

Leur liste sera tenue à jour par la direction locale chargée de la santé publique.

A titre transitoire, les pharmaciens qui, dans certains territoires, ont été autorisés à être propriétaires de dépôts de médicaments, conserveront, à titre personnel, le bénéfice de ces autorisations, sous réserve des dispositions qui précèdent.

ART. 18. — Le ministre de la France d'outre-mer assume les attributions dévolues au ministre de la santé publique par les articles 579, 594, 596, 600, 603 et 604, alinéa 2, du code de la santé publique et les attributions dévolues au ministre de l'agriculture en vertu des articles 611 à 617 dudit code.

ART. 19. — Par application de la loi susvisée du 15 avril 1954, cessent d'avoir effet dans les territoires visés à l'article 1^{er} toutes dispositions antérieures contraires relatives à l'exercice de la pharmacie, et notamment celles des articles 1^{er} à 3 et 5 à 35 du décret du 3 mai 1879 réglementant la police médicale aux îles Saint-Pierre et Miquelon, des articles 1^{er} à 10 et 16 à 18 du décret du 11 février 1913, modifié par le décret du 21 mai 1923, sur l'exercice de la pharmacie en Nouvelle-Calédonie, des décrets du 26 janvier 1926 et du 16 juin 1931 réglementant l'exercice de la pharmacie en Afrique occidentale française; du 19 avril 1926 relatif à l'exercice de la pharmacie dans les Etablissements français de l'Océanie, du 9 octobre 1926 portant réglementation de l'exercice de la pharmacie en Afrique équatoriale française, du 9 octobre 1926 et du 27 juin 1928 portant réglementation de la pharmacie au Cameroun, du 4 mai 1928 réglementant l'exercice de la pharmacie au Togo, du 4 août 1933, du 16 mars 1935 et du 3 juin 1937 portant réglementation de l'exercice de la pharmacie à Madagascar et dépendances, du 17 avril 1943

réglementant l'exercice de la pharmacie en Côte française des Somalis.

ART. 20. — Le ministre de la santé publique et de la population et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 16 août 1955.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer;

Pierre-Henri TEITGEN.

Le ministre de la santé publique et de la population;
Bernard LAFAY.

DECRET n° 55-1123 du 16 août 1955 fixant les règles concernant le remplacement des pharmaciens pendant leur absence en application de l'article 3 de la loi n° 54-418 du 15 avril 1954 étendant aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la pharmacie.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi n° 3890 du 11 septembre 1941 relative à l'exercice de la pharmacie, validée et modifiée par l'ordonnance n° 45-1014 du 23 mai 1945, ensemble le décret n° 1890 du 24 juin 1942 portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi et les décrets n° 45-2237 du 13 septembre 1945 et n° 46-1619 du 11 juillet 1946 validant et modifiant ledit décret;

Vu la loi n° 51-518 du 8 mai 1951 relative à la codification des textes concernant la pharmacie et la santé publique, ensemble le décret n° 53-1001 du 5 octobre 1953 modifié portant codification des textes législatifs concernant la santé publique;

Vu la loi n° 54-518 du 15 avril 1954 étendant aux territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice de la pharmacie;

Vu l'article 580 du code de la santé publique relatif au remplacement des pharmaciens;

Vu l'avis de la commission prévue à l'article 1^{er} de la loi n° 54-418 du 15 avril 1954;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu.

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun, toute absence d'un pharmacien de son entreprise pour une durée totale supérieure à quatre mois au cours d'une même année doit faire l'objet d'une autorisation du conseil central de la section F de l'ordre national des pharmaciens.

Son remplacement est alors assuré par un pharmacien n'ayant pas d'autre activité professionnelle.

ART. 2. — Pour toute absence supérieure à quinze jours, l'intéressé doit signaler par lettre recommandée

à l'inspecteur de la pharmacie les nom, adresse et qualité du remplaçant, qui doit s'être engagé par écrit à assumer le remplacement. Celui-ci, pour toute durée au plus égale à quatre mois, peut être confié à un pharmacien déjà inscrit à l'ordre, sous la réserve qu'il soit en mesure d'assurer effectivement le remplacement.

ART. 3. — Dans les établissements employant plusieurs pharmaciens, le remplacement du pharmacien titulaire peut être assuré par l'un de ses collaborateurs diplômés. Lorsque l'absence a une durée supérieure à quatre mois, si les conditions générales d'exercice l'exigent, ce pharmacien doit lui-même être remplacé dans les fonctions qu'il occupe.

ART. 4. — Tout pharmacien chargé d'assumer la gérance, à titre temporaire, d'une entreprise pharmaceutique pour une durée supérieure à quatre mois, doit se faire inscrire au tableau de l'ordre des pharmaciens, section F, et faire enregistrer son diplôme dans les conditions prévues par le code de la santé publique.

ART. 5. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 16 août 1955.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Pierre-Henri TEITGEN.

Recherches minières

ARRETE N° 739-55/C. du 30 août 1955 promulguant au Togo le décret du 16 août 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret du 16 août 1955 accordant au Bureau minier de la France d'outre-mer un permis général de recherches minières au Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1955

J. BÉRARD.

DECRET du 16 août 1955 accordant au Bureau minier de la France d'outre-mer un permis général de recherches minières au Togo.

Le président du conseil des ministres;

Sur la proposition du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 26 octobre 1927 portant réglementation minière au Togo, ensemble les textes qui l'ont modifié, notamment le décret du 28 juillet 1938;

Vu l'arrêté du 29 septembre 1942 du commissaire de France au Togo, modifié par arrêté du 23 mars 1953, réservant provisoirement dans le territoire du Togo des substances minérales de la première et de la troisième catégorie;

Vu la demande formulée par le Bureau minier de la France d'outre-mer en date du 26 novembre 1954;

Vu l'avis favorable émis le 9 février 1955 par la commission permanente de l'assemblée territoriale du Togo, agissant par délégation spéciale de ladite assemblée;

Le comité des mines de la France d'outre-mer consulté,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le droit exclusif de recherches pour les substances réservées de la troisième catégorie est accordé, sous réserve des droits antérieurement acquis et à l'exclusion des substances minérales utiles aux réalisations et recherches concernant l'énergie atomique, au Bureau minier de la France d'outre-mer dans le périmètre ci-après défini, situé au Togo dans le cercle de Palimé, sous forme d'un permis général de recherches :

Carré de 3 kilomètres de côté, orienté Nord-Sud et Est-Ouest vrais, dont le centre est matérialisé par un poteau signal situé à 1.315 mètres du point repère dans l'azimuth Nord 28 degrés 30 Ouest.

Ce poteau signal a été posé le 25 novembre 1954. Il porte les inscriptions suivantes :

B. M. F. O. M.

A. P. n° 10

3^e catégorie 23 novembre 1954.

Le point repère est situé sur le sommet Zokpwepi, point culminant du mont Agou.

ART. 2. — Le périmètre visé à l'article 1^{er} ci-dessus constituant le permis général comporte les mêmes droits et obligations que les permis de recherches définis au titre II du décret du 26 octobre 1927 modifié susvisé, sauf exceptions prévues explicitement à l'article 2 du décret du 28 juillet 1938 également susvisé.

ART. 3. — Le permissionnaire et les concessionnaires qui lui succéderont éventuellement doivent veiller à la santé des travailleurs, surveiller de façon permanente l'hygiène des postes et des camps; prendre toutes mesures nécessaires pour lutter contre les épidémies et prévenir les accidents.

Sans préjudice de l'application des sanctions prévues par les règlements concernant les matières visées à l'alinéa précédent, le commissaire de la République peut, en cas d'infraction aux dispositions du présent article, après mise en demeure du permissionnaire et examen de ses observations, ordonner, sous réserve des mesures conservatoires nécessaires, la fermeture

des chantiers dans lesquels les infractions ont été constatées. Cette fermeture ne saurait entraîner droit à indemnité.

ART. 4. — L'origine de validité du permis général est la date de promulgation au Togo du présent décret.

ART. 5. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* du Togo.

Fait à Paris, le 16 août 1955.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Pierre-Henri TEITGEN.

Graines oléagineuses

ARRETE N° 752-52/C. du 6 septembre 1955 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 27 août 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉSION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo l'arrêté interministériel du 27 août 1955 relatif aux prix de certaines graines oléagineuses.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 septembre 1955.

J. BÉRARD.

ARRETE interministériel du 27 août 1955 relatif aux prix de certaines graines oléagineuses.

Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'agriculture, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre de l'industrie et du commerce, le ministre de l'intérieur, le ministre des affaires marocaines et tunisiennes et le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu l'ordonnance n° 45-4483 du 30 juin 1945 relative aux prix;

Vu le décret n° 54-1136 du 13 novembre 1954 relatif à l'organisation du marché des corps gras fluides alimentaires;

Vu le décret n° 54-1138 du 13 novembre 1954 relatif à certaines graines oléagineuses;

Vu l'arrêté n° 23-110 du 1^{er} juillet 1955 relatif aux prix de certaines graines oléagineuses;

Après avis du comité national des prix,

ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — Les prix de campagne des graines oléagineuses de la récolte 1955 autres que le colza sont fixés ainsi qu'il suit :

Navette	7.000 F le quintal.
Tournesol	4.900 —
Carthame	3.100 —
Soya	4.100 —

Ces prix s'entendent à la sortie des organismes stockeurs pour des graines en vrac ayant 9 p. 100 d'humidité sur graine telle quelle, 2 p. 100 d'impuretés et les teneurs en huile suivantes calculées sur graine telle quelle :

Navette	43 p. 100.
Tournesol	30 —
Carthame	23 —
Soya	18 —

ART. 2. — En application des dispositions de l'article 9 du décret n° 54-1136 du 13 novembre 1954 la Société interprofessionnelle des oléagineux fluides alimentaires (S.I.O.F.A.) assurera les interventions nécessaires à la régularisation du marché sur la base des prix suivants :

Navette :

Prix d'intervention maximum	7.100 F le quintal.
Prix d'intervention minimum	6.900 —

Tournesol :

Prix d'intervention maximum	5.000 —
Prix d'intervention minimum	4.800 —

Carthame :

Prix d'intervention maximum	3.200 —
Prix d'intervention minimum	3.000 —

Soya :

Prix d'intervention maximum	4.200 —
Prix d'intervention minimum	4.000 —

Les prix minima d'intervention sont majorés chaque mois à partir du 1^{er} janvier 1956 des divers frais de stockage et d'agios évalués forfaitairement à 40 F par quintal et jusqu'à un maximum de 160 F.

Les prix limites prévus à l'article 6 du décret n° 54-1136 du 13 novembre 1954 sont fixés de la façon suivante pour les différentes catégories de graines :

Navette	7.100 F le quintal.
Tournesol	5.000 —
Carthame	3.200 —
Soya	4.200 —

Ces prix s'entendent dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 1^{er} ci-dessus.

ART. 3. — Pour les graines ne présentant pas les caractéristiques prévues à l'article 1^{er} ci-dessus, il sera fait application aux prix fixés aux articles 1^{er} et 2 du présent arrêté de majorations ou de diminutions établies sur les bases suivantes :

Navette :

Majoration ou diminution de 2,23 p. 100 par point d'huile au-dessus ou au-dessous de 43 p. 100

Majoration ou diminution de 0,26 p. 100 par point d'impuretés au-dessous ou au-dessus de 2 p. 100

Majoration ou diminution de 0,26 p. 100 par point d'humidité au-dessous ou au-dessus de 9 p. 100.

Tournesol :

Majoration ou diminution de 3,20 p. 100 par point d'huile au-dessus ou au-dessous de 30 p. 100.

Majoration ou diminution de 0,34 p. 100 par point d'impuretés au-dessous ou au-dessus de 2 p. 100.

Majoration ou diminution de 0,34 p. 100 par point d'humidité au-dessous ou au-dessus de 9 p. 100.

Carthame :

Majoration ou diminution de 5,43 p. 100 par point d'huile au-dessus ou au-dessous de 23 p. 100.

Majoration ou diminution de 0,29 p. 100 par point d'impuretés au-dessous ou au-dessus de 2 p. 100.

Majoration ou diminution de 0,29 p. 100 par point d'humidité au-dessous ou au-dessus de 9 p. 100.

Soya :

Majoration ou diminution de 3,52 p. 100 par point d'huile au-dessus ou au-dessous de 18 p. 100.

Majoration ou diminution de 0,80 p. 100 par point d'impuretés au-dessous ou au-dessus de 2 p. 100.

Majoration ou diminution de 0,80 p. 100 par point d'humidité au-dessous ou au-dessus de 9 p. 100.

ART. 4. — La cotisation affectée au fonds de soutien et de régularisation du marché prévue par l'article 8 du décret n° 54-1136 du 13 novembre 1954 est fixée à 0,93 F par kilogramme pour chacune des catégories de graines visées par le présent arrêté.

La cotisation additionnelle affectée au fonds complémentaire de garantie des graines oléagineuses métropolitaines prévue par l'article 5 du décret n° 54-1138 du 13 novembre 1954 est fixée à 0,07 F par kilogramme pour chacune des catégories de graines visées par le présent arrêté.

ART. 5. — Cessent d'être applicables aux produits visés par le présent arrêté les dispositions de l'arrêté n° 21-747 du 9 août 1951.

Fait à Paris, le 27 août 1955.

Le ministre de l'agriculture.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

Henri FAUGÈRE.

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

Roger RICARD.

Le ministre des finances

et des affaires économiques,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

Pierre BESSÉ.

Le ministre de la France d'outre-mer,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

Adolphe TOUFFAIT.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Pour le ministre et par délégation :

Le conseiller technique,

Claude LECLERCQ.

Le ministre des affaires marocaines et tunisiennes,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

Jean DONNEDIEU DE VARNES.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Pierre ABELIN.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Caisse d'avance

ARRETE N° 723-55/E. du 24 août 1955 mettant une avance à la disposition du Service des Finances du Territoire.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française notamment l'article 10;

Vu le décret n° 55-809 du 14 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 précitée;

Vu les articles 149 et 150 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les textes subséquents;

Sur la proposition du Chef du Service des Finances;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au Service des Finances du Togo, une caisse d'avance en vue du règlement des menues dépenses de ce service.

ART. 2. — Le montant maximum de cette caisse est fixé à 10.000 (Dix mille) francs renouvelable conformément à l'article 149 du décret du 30 décembre 1912, modifié par décret du 26 août 1944.

ART. 3. — Le Chef de la Section de l'Ordonnancement et des dépenses engagées est d'office régisseur de cette caisse d'avance. Sa désignation se fait sur décision du Chef du Territoire.

ART. 4. — L'avance ainsi faite est imputable au chapitre 12, article 1^{er} du budget local.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 août 1955.

P. le Commissaire de la République en tournée,

Le Secrétaire Général

Chargé de l'expédition des affaires,

J. RIGAL.

ARRETE N° 734-55/F. du 30 août mettant une avance à la disposition de la Station de Radiodiffusion du Togo Français.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu les articles 149 et 150 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les textes subséquents;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu la lettre n° 138/Rad. du 19 août 1955 du directeur de la station de radiodiffusion;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à la Station de Radiodiffusion du Togo, une caisse d'avance en vue du règlement des menues dépenses de cette Station.

ART. 2. — Le montant maximum de cette caisse est fixé à 20.000 (Vingt Mille) francs renouvelable conformément à l'article 149 du décret du 30 décembre 1912, modifié par décret du 26 août 1944.

ART. 3. — Le Directeur de la Station de Radiodiffusion est régisseur de cette caisse d'avance. Sa désignation se fait sur décision du Chef du Territoire.

ART. 4. — L'avance ainsi faite est imputable au chapitre 5 — article 4 du budget local — Exercice 1955.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1955.

Pour le Commissaire de la République
et par Délégation,
Le Secrétaire Général

J. RIGAL.

ARRETE N° 735-55/F. du 30 août 1955 portant création d'une caisse d'avance.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 16 avril 1955 concernant l'organisation du territoire;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer et tous les actes modificatifs subséquents;

Sur la proposition du chef du service des mines du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est instituée au Service des Mines, une caisse d'avance destinée à permettre le paiement des frais de main d'œuvre et de fonctionnement (éventuellement essence — lubrifiants — menus achats autorisés) des missions de Reconnaissance et de Prospection organisées au Territoire par le Service des Mines.

ART. 2. — Cette caisse d'avance sera alimentée au moyen d'avances renouvelables d'un maximum de Cent Soixante Mille francs mandatées sur les crédits FIDES — tranche 1955-56 Chap. 1055. — Parag. 8.

Article 1^{er} 150.000 CFA.

Article 2 10.000 CFA.

Total 160.000 CFA.

ART. 3. — Le régisseur de la caisse d'avance sera désigné par décision du Commissaire de la République et justifiera à l'Ordonnateur-Délégué, dans les formes réglementaires les paiements affectués.

ART. 4. — Le Trésorier-Payeur, l'Ordonnateur-Délégué, le Chef du Service des AE/PLAN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 août 1955.

P. le Commissaire de la République en tournée.

Le Secrétaire Général

J. RIGAL.

Régie municipale

ARRETE N° 744-55/CML. du 2 septembre 1955 portant suppression de la Régie Municipale.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 16 avril 1955 et le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de Communes-Mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution et de fonctionnement des Communes-Mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 instituant la Commune-Mixte de Lomé;

Vu l'arrêté n° 54 du 16 janvier 1948 instituant une régie de ravitaillement rattachée à la Commune-Mixte de Lomé;

Vu le P.V. des délibérations de la Commission Municipale du 30 décembre 1954;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La Régie du Ravitaillement rattachée à la Commune-Mixte de Lomé est supprimée pour compter du 1^{er} janvier 1955.

ART. 2. — En exécution de l'article 12 de l'arrêté n° 54 du 16 janvier 1948 l'actif de la Régie sera versé au Budget Communal.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 septembre 1955.

J. BÉRARD.

Assemblée territoriale du Togo

ARRETE n° 750-55/AP. du 2 septembre 1955 portant convocation de l'Assemblée Territoriale du Togo en session extraordinaire.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'Assemblée Territoriale du Togo est convoquée en session extraordinaire le mardi 20 septembre 1955 pour l'examen du budget F.I.D.E.S.

ART. 2. — La session sera ouverte dans la salle des délibérations de l'Assemblée Territoriale le 20 septembre 1955 à 9 heures.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement rendu applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans tous les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T. du Territoire.

Lomé, le 2 Septembre 1955.

J. BÉRARD.

Permis de conduire

ARRETE n° 754-55/TP. du 7 septembre 1955 désignant Atakpamé comme centre pour l'examen en vue de l'obtention du permis de conduire.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 16 juin 1935 portant extension au territoire du Togo du décret du 21 juin 1934, portant réglementation routière en A.O.F. et arrêté d'application du 25 juillet 1938;

Vu l'arrêté du 8 octobre 1937, désignant Lomé et Sokodé comme centres pour l'examen en vue de l'obtention du permis de conduire;

Vu l'arrêté n° 114 du 23 février 1938 portant organisation et fixant les attributions du Service des Travaux Publics et des Transports du Togo et textes modificatifs;

Sur la proposition du Chef du Service des Travaux Publics du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est désigné Atakpamé comme centre pour l'examen en vue de l'obtention des permis de conduire par les postulants résidant au Cercle du Centre.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 7 Septembre 1955.

J. BÉRARD.

Centre d'état-civil

ARRETE n° 757-55/AP. du 8 septembre 1955 portant rattachement de centre d'état-civil dans le Cercle d'Anécho.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 422-51/AP. du 15 juin 1951 portant réorganisation de l'état-civil dans le cercle d'Anécho;

Vu l'arrêté n° 384-54/AP. du 21 avril 1954 relatif à l'état-civil des personnes de statut local;

Sur la proposition du Commandant de Cercle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le centre d'état-civil d'Assoukopyé, faisant précédemment partie de la région de Zébé, est rattaché à la région des Kéta et Zoola.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 8 Septembre 1955.

J. BÉRARD.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Nomination

Par arrêté en date du 27 juillet 1955 du Ministre de la France d'Outre-Mer :

Ont été rapportées les dispositions des arrêtés du 25 janvier 1955 en ce qui concerne les ingénieurs d'agriculture de la France d'Outre-Mer désignés ci-après.

Ont été nommés pour compter des dates ci-après, tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté;

Ancienneté Civile conservée	R. S. M. conservés	Majoration conservée
-----------------------------------	-----------------------	-------------------------

.....
Au 3^e échelon de la 2^e classe du grade d'Ingénieur.
.....

M. Rossignol Pierre; pour compter du 16 mai 1955 (intégré le 1 ^{er} janvier 1954 au 2 ^e échelon, ancienneté civile : 6 mois R.S.M. 1 mois 15 jours, majorations néant).	Néant	Néant	Néant
---	-------	-------	-------

Situation administrative

Par arrêté du 26 mai 1955 du Ministre de la France d'Outre-Mer :

Compte tenu des majorations d'ancienneté attribuées en application des dispositions de la loi du 19 juillet 1952, la situation administrative des fonctionnaires du cadre général des postes et Télécommunications de la France d'Outre-Mer désignés ci-après est fixée comme suit, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté :

Personnel de contrôle et de maîtrise

Branche des installations

Conducteurs des installations

.....
Hourdin André, Vérificateur de 3^e classe le 28 septembre 1952

Conducteur des installations de 3^e classe le 1^{er} décembre 1953, majoration épuisée.

Ancienneté : 1 an 2 mois 3 jours.

Conducteur des installations de 2^e classe le 28 septembre 1954, majoration épuisée.
.....

Tableau d'avancement

Par arrêté du ministre de la F.O.M. en date du :
6 juillet 1955. — Sont inscrits au tableau d'avancement complémentaire pour les années 1951, 1952 et 1953, les ingénieurs des services de l'agriculture outre-mer dont les noms suivent :

Pour la 1^{re} classe du grade d'Ingénieur en Chef

M. Lodier Edouard, pour compter du 19 septembre 1953

Promotion

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du :

6 juillet 1955. — Sont promus, pour compter des dates ci-après indiquées tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, les fonctionnaires du cadre des Ingénieurs des Services de l'Agriculture outre-mer dont les noms suivent :

A la 1^{re} classe du grade d'Ingénieur en Chef

R. S. M. conservés	Majorations conservées
-----------------------	---------------------------

M. Lodier Edouard, pour compter du 19 septembre 1953 5 m. 29 j. 3 m. 8 j.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Nominations

Par arrêtés et décisions du Commissaire de la République :

N° 1273/D/CP. du :

30 août 1955. — M. Darnois Marc, chef de bureau hors classe d'administration générale d'outre-mer, deuxième adjoint au Commandant du Cercle et Administrateur-Maire de la Commune Mixte de Lomé, est nommé premier adjoint à la même autorité, pour compter du 26 juin 1955, en remplacement de M. Roger Gustave, administrateur adjoint de la France d'Outre-Mer, appelé à d'autres fonctions.

N° 1280/D/CP. du :

2 septembre 1955. — M. Berge Maurice, Ingénieur de 2^e classe — 4^e échelon des Services de l'Agriculture Outre-Mer, mis à la disposition du chef du service de l'agriculture par décision n° 1261-D/CP. du 26 août 1955, est nommé chef de la circonscription agricole de Sokodé et directeur de la ferme de Sotouboua avec résidence à Sokodé, en remplacement de M. Puccinelli Jean, agent contractuel du service de l'agriculture, nommé provisoirement à cette fonction.

M. Puccinelli Jean, agent contractuel du service de l'agriculture, chef de la circonscription agricole de Sokodé et directeur provisoire de la ferme de Sotouboua, est nommé directeur du Centre-Pilote de

Tchitchao (Cercle de Lama-Kara) avec résidence à Tchitchao.

Reclassement

N° 732-55/CP. du :

29 août 1955. — M. Poénou Marcellin, agent d'exploitation principal, 3^e échelon, des Postes et Télécommunications, conservant, au 1^{er} mai 1955, une ancienneté de 7 ans 4 mois, passe, pour compter de la même date, agent d'exploitation principal de classe exceptionnelle (conserve une ancienneté de 4 ans 4 mois).

M. Ephoévi Charles, agent d'exploitation principal, 3^e échelon, des Postes et Télécommunications conservant, au 1^{er} mai 1955, une ancienneté de 7 ans 4 mois, passe, pour compter de la même date, agent d'exploitation principal de classe exceptionnelle (conserve une ancienneté de 4 ans 4 mois).

M. Gonçalves Antoine, agent d'exploitation principal, 3^e échelon, des Postes et Télécommunications, conservant, au 1^{er} mai 1955, une ancienneté de 7 ans 4 mois, passe, pour compter de la même date, agent d'exploitation principal de classe exceptionnelle (conserve une ancienneté de 4 ans 4 mois).

M. Boccovi Ambroise, agent d'exploitation principal, 3^e échelon, des Postes et Télécommunications, conservant, au 1^{er} mai 1955, une ancienneté de 6 ans 4 mois, passe, pour compter de la même date, agent d'exploitation principal de classe exceptionnelle (conserve une ancienneté de 3 ans 4 mois).

M. Bonin Calixte, agent d'exploitation principal, 3^e échelon, des Postes et Télécommunications, conservant, au 1^{er} mai 1955, une ancienneté de 6 ans 4 mois, passe, pour compter de la même date, agent d'exploitation principal de classe exceptionnelle (conserve une ancienneté de 3 ans 4 mois).

M. Gonçalves René, agent d'exploitation principal, 3^e échelon, des Postes et Télécommunications, conservant, au 1^{er} mai 1955, une ancienneté de 6 ans 4 mois, passe, pour compter de la même date, agent d'exploitation principal de classe exceptionnelle (conserve une ancienneté de 3 ans 4 mois).

M. Ajavou Cyprien, agent d'exploitation principal, 3^e échelon, des Postes et Télécommunications, conservant au 1^{er} mai 1955, une ancienneté de 5 ans 4 mois, passe, pour compter de la même date, agent d'exploitation principal de classe exceptionnelle (conserve une ancienneté de 2 ans 4 mois).

Promotions

N° 745-55/CP. du :

2 septembre 1955. — M. Charlier Jacques, nommé facteur adjoint de 6^e classe le 1^{er} janvier 1948 et qui conserve un rappel d'ancienneté pour services militaires de 4 ans 1 mois 11 jours, plus 2 ans 1 mois 15 jours d'ancienneté civile, est promu, au point de vue exclusif de l'ancienneté, facteur adjoint de 5^e classe, pour compter du 1^{er} janvier 1950.

M. Charlier est nommé facteur adjoint de 4^e classe pour compter du 1^{er} janvier 1952 et passe à la 3^e classe de son grade pour compter du 1^{er} janvier 1954 au point de vue exclusif de l'ancienneté, et du 1^{er} septembre 1955 au point de vue de la solde.

M. Charlier conserve dans le grade de facteur adjoint de 3^e classe, au 1^{er} septembre 1955, date de son rappel à l'activité, un rappel pour services militaires de 2 mois 26 jours.

N° 755-55/CP. du :

8 septembre 1955. — M. Amados Yawo François, titularisé dans son emploi et nommé agent de Police de 4^e classe le 1^{er} janvier 1955 et qui conserve un rappel d'ancienneté de trois ans pour services militaires, est promu agent de police de 3^e classe pour compter du 1^{er} janvier 1955 au point de vue exclusif de l'ancienneté (conserve 2 ans R.S.M.).

M. Amados est nommé agent de police de 2^e classe, pour compter du 1^{er} janvier 1955 au point de vue de l'ancienneté et du 1^{er} septembre 1955 au point de vue de la solde (R.S.M. épuisé).

M. Tehiguilo Akossi, titularisé dans son emploi et nommé agent de police de 4^e classe le 1^{er} février 1955 et qui conserve trois ans de rappel pour services militaires, est promu agent de police de 3^e classe pour compter du 1^{er} février 1955 au point de vue exclusif de l'ancienneté (conserve 2 ans R.S.M.).

M. Tehiguilo est nommé agent de police de 2^e classe pour compter du 1^{er} février 1955, au point de vue de l'ancienneté et du 1^{er} septembre 1955, au point de vue de la solde (R.S.M. épuisé).

Absences

N° 1274/D/CP. du :

30 août 1955. — Est constatée, pour compter du 7 juillet 1955, l'absence de son poste de M. Gafan François, facteur principal hors classe des Chemins de Fer, condamné par arrêt de la Cour d'Appel d'Abidjan à 6 mois de prison, pour coups et blessures volontaires sur la personne de sa fille.

N° 1275/D/CP. du :

30 août 1955. — Est constatée, pour compter du 19 août 1955, l'absence de son poste de M. Johnson Nicolas, commis d'administration principal de 3^e classe, inculpé de complicité de détournement de deniers publics.

N° 1298/D/CP. du :

7 septembre 1955. — Est constatée, pour compter du 6 septembre 1955, l'absence irrégulière de M. Dumoulin José, Ingénieur Prospecteur contractuel, qui, chargé d'une mission géologique dans le Cercle d'Atakpané, n'a pas rejoint ce cercle le 6 septembre comme il lui avait été prescrit et n'a présenté aucune justification de son absence.

Rappels à l'activité

N° 736-55/CP. du :

30 août 1955. — M. Ackey Tossou Edouard, commis-adjoint de 6^e classe du cadre local des Douanes du Togo, suspendu de ses fonctions par arrêté n° 415-53/CP, du 12 juin 1953, est rappelé à l'activité, pour compter du 1^{er} juillet 1955.

M. Ackey est remis à la disposition du chef du service des Douanes.

N° 747-55/CP. du :

2 septembre 1955. — M. Charlier Jacques, facteur adjoint de 6^e classe du cadre local des Postes et Télécommunications du Togo, en disponibilité sans traitement, est rappelé à l'activité pour compter du 1^{er} septembre 1955.

M. Charlier Jacques est remis à la disposition du chef du service des Postes et Télécommunications.

Témoignage de satisfaction

N° 1302/D/CP. du :

8 septembre 1955. — Un témoignage officiel de satisfaction est décerné à M. Baratégui Emmanuel, conducteur, 4^e échelon, du cadre supérieur des Travaux publics du Togo, pour le motif suivant :

Chargé de la réfection du nouveau bâtiment du Service des Finances, a fait preuve, dans l'exécution de ce travail, effectué dans un temps record, d'un dynamisme et d'une connaissance parfaite de son métier. Très bon conducteur de Travaux, qui a démontré, à plusieurs occasions, son aptitude à organiser et à diriger des chantiers importants.

Forces de police

N° 731-55/CGC. du :

29 août 1955. — Les stagiaires dont les noms suivent, ayant terminé leur stage réglementaire et satisfait aux épreuves d'un examen d'aptitude professionnelle, sont titularisés et nommés gardes de 2^e classe pour compter du 1^{er} septembre 1955 :

Kouévi Foly
Yibokou William
Adjibao Appolinaire

DIVERS**Allocation viagère**

Par arrêtés et décisions du Commissaire de la République :

N° 1255/D/F. du :

25 août 1955. — Une allocation viagère de douze mille cinq cents francs (12.500), par an est accordée, pour compter du 1^{er} septembre 1955 au poseur journalier Koutena Djaléou, N° Mle 10.685, victime d'un accident du travail.

Cette prime sera payée au bénéficiaire trimestriellement et à terme échu.

La dépense est imputable au Budget Annexe du Chemin de fer et du Wharf, Exercice 1955 chap. 6 art. 1 paragr. 2.

Agent d'état-civil

N° 756-55/AP. du :

8 septembre 1955. — M. Kagni Lucien, agent technique de la Santé Publique à Assahoun, est provisoirement désigné comme agent de l'état-civil autochtone du centre d'Assahoun, en remplacement du sieur Kodjo Awlimé, décédé.

Caisse d'avance

N° 1254/D/F du :

25 août 1955. — M. Quashie William, Chef de la Section de l'Ordonnancement et des Dépenses Engagées au Service des Finances, est nommé régisseur de la Caisse d'Avance de ce service.

M. Quashie William devra justifier dans les formes réglementaires l'avance mise à sa disposition.

N° 1271/D/F. du :

30 août 1955. — M. Amah Moorhouse, Directeur de la Station de Radiodiffusion du Togo, est nommé régisseur de la Caisse d'Avance de cette Station.

M. Amah Moorhouse devra justifier dans les formes réglementaires l'avance mise à sa disposition.

N° 1272/D/Mines du :

30 août 1955. — M. Dumoulin José, Ingénieur Prospecteur Contractuel au Service des Mines est chargé à compter de la signature de la présente décision, de la gestion de la caisse d'avance instituée au Service des Mines pour le fonctionnement des Missions de Reconnaissances et de Prospections du Territoire du Togo.

Commandement autochtone

N° 1305/D/AP. du :

8 septembre 1955. — M. Soumana Djaba est agréé en qualité de secrétaire du chef du canton de Naki-lindi-Ouest (cercle de Dapango) en remplacement de M. Tiem Mama.

Son salaire est fixé à 25.000 francs par an.

La dépense est imputable au chapitre 5, article 13, paragraphe 8 du budget local — Exercice 1955.

La présente décision aura effet pour compter du 7 juillet 1955.

Inspection du travail et des lois sociales

N° 1306/D/CP. du :

8 septembre 1955. — M. Piette René, Administrateur-Adjoint, 3^e échelon, de la France d'Oubre-Mer, Adjoint au Chef du Service des Affaires Economiques

et du Plan, est désigné pour défendre les intérêts de l'Administration dans l'affaire pendante devant le Tribunal du Travail et qui oppose le sieur Dumoulin José, Ingénieur contractuel des Mines, au Territoire du Togo.

Institut d'émission AOF — Togo

Par arrêté en date du 18 août 1955, sont nommés administrateurs de l'institut d'émission de l'Afrique occidentale française et du Togo :

2^e En qualité de représentant du Togo :

M. de Medeiros (Carlos), docteur en médecine.

Par arrêté interministériel en date du 2 septembre 1955, M. Robert Lemaignan et M. Edwin Poilay, sont nommés membres du conseil d'administration de l'institut d'émission de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 2 septembre 1955, M. Raoul Ergmann, conseiller référendaire à la cour des comptes, est nommé censeur auprès de l'institut d'émission de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Interdiction de séjour

N° 749-55/SG. du :

2 septembre 1955. — Le séjour dans le Territoire du Togo est interdit :

1^o — pendant une durée de cinq ans pour compter du 19 septembre 1955, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Soulé Sounassa, détenu à la prison de Lama-Kara, (cercle dudit) né vers 1907 à Birni (Niger), fils des feus Souna et Adiza, sans profession et sans domicile fixe, condamné pour vagabondage à six mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour* (F.D. 31.131/21.232/3).

2^o — pendant une durée de cinq ans pour compter du 20 septembre 1955, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Ibrahima Housseni, détenu à la prison de Lama-Kara (cercle dudit) né vers 1930 à Kassena (Nigeria) fils de Housseni et de feue Fatoumatou, sans profession et sans domicile fixe, condamné pour vagabondage à six mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour*. (F.D. 11.111/32.222)

3^o — pendant une durée de cinq ans pour compter du 20 septembre 1955 date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Abdou Hamadou, détenu à la prison de Lama-Kara (cercle dudit) né vers 1912 à Sokoto (Nigeria), fils des feus Hamadou et Awaou, sans profession et sans domicile fixe, condamné pour vagabondage à six mois de prison et *cinq ans d'interdiction de séjour*. (F.D. 11.511/22.222).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du Code Pénal.

Pensions

N° 741-55/F. du :

1^{er} septembre 1955. — Une pension pour invalidité non imputable au service sur les fonds de la Caisse Locale de Retraites du Togo est attribuée à M. Semako Eklou, ex-maître matelot du wharf (indice 250).

Le montant annuel de cette pension est fixé à Trente Neuf Mille Cent Cinquante Deux Francs africains (39.152 C.F.A.).

N° 748-55/F. du :

2 septembre 1955. — La pension pour invalidité non imputable au service concédée sur les fonds de la Caisse Locale de Retraites du Togo à l'ex-facteur de 2^e classe des C.F.T. Lawson Georges (indice 330) est révisée et son montant fixé à : Trente Sept Mille Trois Cent Cinquante Six (37.356) francs africains pour compter du 1^{er} avril 1955.

Par application des dispositions de l'arrêté n° 1077-54/F. du 18 décembre 1954, l'intéressé pourra prétendre sur justification des droits au bénéfice des avantages familiaux au titre de ses enfants mineurs dont les noms suivent :

Tèvi Léonard né le 18 mai 1941

Gustave Alfred Latékoé né le 1^{er} octobre 1941

Emmanuel Abalo né le 22 avril 1945

Tchotchovi née le 31 juillet 1947

Emma Kokoli née le 20 décembre 1948

Jacques né le 24 avril 1949

Jacqueline née le 24 avril 1949

Charles Adodo né le 28 janvier 1950

Dovi Martine née le 14 juillet 1952.

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 546-55/F du 10 juin 1955.

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 653-55/F du 22 juillet 1955 portant révision d'une pension d'invalidité.

Au lieu de :

Par application de l'article 47 parag. III du décret du 29 mars 1954 seules seront reprises sur le montant de la pension, les sommes perçues par l'intéressé au titre d'allocations pour enfants durant les mêmes périodes.

Lire :

Par application de l'article 42, 2^e alinéa du décret du 29 Mars 1954 seules seront reprises sur le montant de la pension, les sommes perçues par l'intéressé au titre d'allocations pour enfants durant les mêmes périodes.

Le reste sans changement.

Rôles

N° 753-55/CD. du :

7 septembre 1955. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles, Exercice 1955 :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
278	Lomé-Trésor	Impôt cédulaire B.I.C.	148.760,—	
		Impôt général	8.492,—	157.252,—
279	—	Impôt cédulaire B.I.C.	1.697.852,—	
		Impôt cédulaire B.N.C.	32.248,—	
		Impôt général	87.821,—	1.817.921,—
280	—	Impôt cédulaire B.I.C.	69.335.058,—	
		Impôt cédulaire B.N.C.	289.680,—	
		Impôt général	857.247,—	70.481.985,—
281	C.M. Lomé	Impôt général	762.037,—	
		Taxe de circonscription	16.500,—	
		Centimes additionnels	3.300,—	781.837,—
282	—	Impôt général	2.182.000,—	
		Taxe de circonscription	241.700,—	
		Centimes additionnels	48.340,—	2.472.040,—
283	—	Impôt général	660.250,—	
		Taxe de circonscription	141.400,—	
		Centimes additionnels	28.280,—	829.930,—
284	C.M. Anécho	Impôt cédulaire B.I.C.	201.500,—	
		Impôt général	12.500,—	214.000,—
285	—	Impôt cédulaire B.I.C.	620.550,—	
		Impôt général	113.375,—	733.925,—
286	Sub. Tabligbo	Impôt général		47.500,—
287	C.M. Tsévié	Impôt cédulaire B.I.C.	40.000,—	
		Impôt cédulaire B.N.C.	10.800,—	
		Impôt général	8.000,—	58.800,—
288	—	Impôt général		587.500,—
289	Cerc. Tsévié	Impôt général		823.750,—
290	—	Impôt général		104.000,—
291	C. M. Atakpamé	Impôt général		6.000,—
292	Sub. Nuatja	Impôt général		16.000,—
293	Sub. Akposso-Plateau	Impôt général		2.000,—
294	C. M. Atakpamé	Impôt cédulaire B.I.C.	398.250,—	
		Impôt général	155.625,—	553.875,—
295	—	Impôt général		731.950,—
296	Sub. Atakpamé	Impôt général		210.812,—
297	Sub. Akposso-Plateau	Impôt général		81.750,—
298	Sub. Nuatja	Impôt général		167.000,—
299	C.M. Palimé	Impôt cédulaire B.I.C.	554.380,—	
		Impôt général	282.875,—	837.255,—
300	—	Impôt général		312.000,—
301	Cerc. Klouto	Impôt général		192.800,—
302	C.M. Sokodé	Impôt cédulaire B.I.C.	21.000,—	
		Impôt général	38.000,—	59.000,—
303	—	Impôt général		381.125,—
304	Cerc. Sokodé	Impôt général		45.250,—
305	C.M. Bassari	Impôt général		28.000,—
306	Cerc. Bassari	Impôt général		21.000,—
307	Cerc. Lama-Kara	Impôt général		213.500,—
308	Sub. Niamtougou	Impôt général		6.000,—
309	Cerc. Mango	Impôt général		88.750,—
310	Cerc. Dapango	Impôt cédulaire B.I.C.		25.000,—
311	—	Impôt général		111.600,—
		à reporter		83.201.107,—

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		Report		83.201.107,—
312	C.M. Lomé	Impôt général	1.915.120,—	
		Taxe de circonscription	225.300,—	
		Centimes additionnels	45.060,—	2.185.480,—
313	—	Impôt général	1.565.500,—	
		Taxe de circonscription	198.100,—	
		Centimes additionnels	39.620,—	1.803.220,—
314	—	Impôt général	1.466.250,—	
		Taxe de circonscription	191.100,—	
		Centimes additionnels	38.220,—	1.695.570,—
315	—	Impôt général	1.069.250,—	
		Taxe de circonscription	160.500,—	
		Centimes additionnels	32.100,—	1.261.850,—
316	—	Impôt général	148.000,—	
		Taxe de circonscription	45.300,—	
		Centimes additionnels	9.060,—	202.360,—
317	C.M. Anécho	Impôt général	206.000,—	206.000,—
318	C.M. Tsévié	Impôt général	485.500,—	485.500,—
319	C.M. Atakpamé	Impôt général	90.500,—	90.500,—
320	Subd. Atakpamé	Impôt général	603.000,—	603.000,—
321	Sub. Nuatja	Impôt général	318.000,—	318.000,—
322	C.M. Palimé	Impôt général	78.250,—	78.250,—
323	Cerc. Klouto	Impôt général	167.250,—	167.250,—
324	C.M. Lomé	Impôt général	137.250,—	
		Taxe de circonscription	59.100,—	
		Centimes additionnels	11.820,—	208.170,—
325	—	Impôt général	144.750,—	
		Taxe de circonscription	25.500,—	
		Centimes additionnels	5.100,—	175.350,—
326	C.M. Atakpamé	Impôt cédulaire B.I.C.	230.800,—	383.520,—
		Impôt général	61.750,—	292.550,—
327	C.M. Palimé	Impôt cédulaire B.I.C.	10.000,—	
		Impôt général	15.000,—	25.000,—
328	C.M. Lomé	Taxe de circonscription	53.700,—	
		Centimes additionnels	10.740,—	64.440,—
329	—	Contr. fonc. sur prop. bâties	652.150,—	
		Centimes additionnels	65.171,—	
		Ordures ménagères	179.714,—	
		Contr. fonc. sur prop. non bâties	41.133,—	
		Centimes additionnels	4.108,—	
		Ordures ménagères	6.165,—	948.441,—
330	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	350,—	
331	—	Taxe sur les armes perfectionnées	49.000,—	
332	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	2.600,—	1.064.831,—
333	Subd. Lomé	Taxe sur les armes perfectionnées	4.500,—	
334	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	9.350,—	13.850,—
335	C.M. Tsévié	Taxe de circonscription	136.300,—	
		Centimes additionnels	13.630,—	149.930,—
336	Cerc. Tsévié	Taxe de circonscription	288.800,—	288.800,—
337	C.M. Anécho	Patentes	6.120,—	
		Centimes additionnels	612,—	6.732,—
338	—	Licences	2.000,—	
		Centimes additionnels	200,—	2.200,—
		à reporter	8.932,—	94.516.568,—

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		Report	8.932,—	94.516.568,—
339	C.M. Anécho	Taxe sur les armes perfectionnées	8.500,—	17.432,—
340	Cerc. Anécho	Patentes	19.470,—	
341	—	Licences	18.000,—	
342	—	Taxe sur les armes perfectionnées	8.000,—	
343	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	59.400,—	104.870,—
344	C.M. Palimé	Taxe de circonscription 7.700,—		
		Centimes additionnels 1.540,—	9.240,—	
345	—	Impôt forfaitaire catég. A. 4.550,—		
		Taxe de circonscription 5.200,—		
		Centimes additionnels 1.040,—		
		Taxe d'ordures 195,—	10.985,—	
346	—	Patentes 68.050,—		
		Centimes additionnels 13.610,—	81.660,—	
347	—	Taxe sur les armes perfectionnées	10.500,—	112.385,—
348	Cerc. Klouto	Taxe de circonscription	3.800,—	
349	—	Taxe sur les armes perfectionnées	2.000,—	
350	—	Impôt forfaitaire catég. A. 68.600,—		
		Taxe de circonscription 78.400,—	147.000,—	
351	—	Taxe de circonscription catég. supér.	3.500,—	
352	—	Patentes	75.086,—	
353	—	Licences	31.000,—	
354	—	Taxe sur les armes perfectionnées	28.000,—	
355	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	22.200,—	312.586,—
356	C.M. Atakpamé	Taxe de circonscription 279.900,—		
		Centimes additionnels 55.980,—	335.880,—	
357	—	Contrib. fonc. sur prop. bâties 148.825,—		
		Centimes additionnels 29.761,—	178.586,—	
358	—	Patentes 66.367,—		
		Centimes additionnels 13.273,—	79.640,—	
359	—	Taxe sur les armes perfectionnées	4.500,—	598.606,—
360	Subd. Atakpamé	Taxe de circonscription	159.900,—	
361	—	Contrib. fonc. sur prop. bâties	2.381,—	
362	—	Patentes	605.868,—	
363	—	Licences	2.000,—	
364	—	Taxe sur les armes perfectionnées	23.500,—	
365	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	30.000,—	823.649,—
366	Sub. Akposso-Plateau	Taxe de circonscription	126.800,—	
367	—	Patentes	121.767,—	
368	—	Taxe sur les armes perfectionnées	8.500,—	257.067,—
369	Subd. Nuatja	Impôt forfaitaire catég. A. 6.750,—		
		Taxe de circonscription 10.800,—	17.550,—	
370	—	Taxe de circonscription	65.700,—	
371	—	Patentes	295.445,—	
372	—	Licences	5.000,—	383.695,—
373	C.M. Sokodé	Taxe sur les armes perfectionnées	29.500,—	
374	—	Impôt forfaitaire catég. A. 500,—		
		Taxe de circonscription 1.260,—		
		Centimes additionnels 124,—	1.884,—	
375	—	Taxe de circonscription 1.645,—		
		Centimes additionnels 163,—	1.808,—	
376	—	Patentes 161.250,—		
		Centimes additionnels 16.125,—	177.375,—	
		à reporter	210.567,—	97.126.858,—

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		Report	210.567,—	97.126.858,—
377	C.M. Sokodé	Taxe sur les armes perfectionnées	5.500,—	216.067,—
378	Cerc. Sokodé	Impôt forfaitaire catég. A	1.125,—	
		Taxe de circonscription	2.835,—	3.960,—
379	—	Patentes	82.750,—	
380	—	Taxe sur les armes perfectionnées	28.000,—	114.710,—
381	C.M. Bassari	Impôt forfaitaire catég. A	53.750,—	
		Taxe de circonscription	129.000,—	
		Centimes additionnels	12.900,—	195.650,—
382	—	Patentes	16.250,—	
		Centimes additionnels	1.625,—	17.875,—
383	—	Licences	1.000,—	
		Centimes additionnels	100,—	1.100,—
384		Taxe sur les armes perfectionnées	1.500,—	216.125,—
385	Cerc. Bassari	Patentes	92.970,—	
386	—	Licences	5.000,—	
387	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	15.150,—	113.120,—
388	Cerc. Lama-Kara	Patentes	118.200,—	118.200,—
389	Subd. Kandé	Patentes	18.060,—	
390	—	Impôt forfaitaire catég. A	9.600,—	
		Taxe de circonscription	44.800,—	54.400,—
391	—	Patentes	28.020,—	
392	—	Licences	4.000,—	
393	—	Taxe sur les armes perfectionnées	7.500,—	
394	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	2.100,—	114.080,—
395	Cerc. Mango	Impôt forfaitaire catég. A	10.250,—	
		Taxe de circonscription	28.700,—	38.950,—
396	—	Patentes	27.550,—	
397	—	Licences	2.500,—	
398	—	Taxe sur les armes perfectionnées	10.500,—	
399	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	67.150,—	156.650,—
400	Cerc. Dapango	Impôt forfaitaire catég. A	50.250,—	
		Taxe de circonscription	140.700,—	190.950,—
401	—	Centr. fonc. sur prop. bâties	7.267,—	
402	—	Patentes	6.000,—	
403	—	Licences	5.000,—	
404	—	Taxe sur les armes perfectionnées	7.500,—	
405	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	15.000,—	231.717,—
406	C.M. Lomé	Taxe de circonscription	5.200,—	
		Centimes additionnels	1.040,—	6.240,—
407	C.M. Tsévié	Impôt forfaitaire catég. A	250,—	
		Taxe de circonscription	400,—	
		Centimes additionnels	40,—	690,—
408	—	Impôt forfaitaire catég. A	750,—	
		Taxe de circonscription	1.200,—	
		Centimes additionnels	120,—	2.070,—
409	—	Patentes	50.100,—	
		Centimes additionnels	5.010,—	55.110,—
410	—	Taxe sur les armes perfectionnées	1.500,—	
411	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	500,—	59.870,—
412	Cerc. Tsévié	Impôt forfaitaire catég. A	1.750,—	
		Taxe de circonscription	2.800,—	4.550,—
		à reporter		98.473.637,—

No DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		Report	4.550,—	98.473.637,—
413	Cerc. Tsévié	Impôt forfaitaire catég. A.	70.000,—	
		Taxe de circonscription	112.000,—	182.000,—
414	—	Taxe de circonscription catég. supér.	3.400,—	
415	—	Patentes	77.222,—	
416	—	Licences	1.000,—	
417	—	Taxe sur les armes perfectionnées.	1.500,—	
418	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	900,—	
419	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	2.400,—	272.972,—
		Total		98.746.609,—

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : Quatre Vingt Dix Huit Millions Sept Cent Quarante Six Mille Six Cent Neuf francs est fixée au 20 septembre 1955.

Société d'assurances étrangère

N° 742-55/SG. du :

1^{er} septembre 1955. — La Société d'Assurances « London and Scottish Assurance Corporation Limited » est autorisée à pratiquer dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France, les catégories d'opérations visées au paragraphe 16^e de l'article 137 du décret du 30 décembre 1938.

Secours temporaire

N° 724-55/F. du :

24 août 1955. — L'effet de l'arrêté n° 829-52/F. du 13 novembre 1952 étant expiré le 30 juin 1955, un secours temporaire pour une nouvelle période de trois ans renouvelable, est accordé, pour compter du 1^{er} juillet 1955, aux orphelins de feu Félix Amoni, ex-infirmier principal de 1^{re} classe, décédé à Lomé le 12 juillet 1948.

Le taux de ce secours reste fixé à Vingt-Cinq Mille francs (25.000 francs) par an et collectivement pour les orphelins de feu Félix Amoni.

Ce secours est payable par trimestre et à terme échu. Il sera mandaté au nom de M. Mathieu Afoutou Amoni, mennisier demeurant au quartier Djossi à Anécho, tuteur légal des enfants de feu Félix Amoni et frère de ce dernier.

La dépense correspondante est imputable au Budget Local du Togo.

Terrain

N° 725-55/AP./Dom. du :

24 août 1955. — Est autorisée la location pour une durée de vingt ans, à la Société The United Africa Company Limited dont le siège est à Londres, ayant un principal établissement à Lomé, d'un terrain urbain bâti d'une superficie de 48 ares 61 centiares,

faisant l'objet du Titre Foncier n° 2282 du Territoire du Togo, appartenant en propre à M. Godwin Dekou.

Travaux publics

N° 1299/D/TP. du :

7 septembre 1955. — M. Maréchal Albert, Ingénieur-Adjoint de 1^{re} classe des Travaux Publics de la France d'Outre-Mer, Chef de la Subdivision des Travaux Publics du Centre à Atakpamé, est chargé :

1^o/ — de constater :

a) — les infractions à la police et à la conservation du domaine public;

b) — les infractions à la réglementation des carrières et des conditions d'exploitation;

c) — les infractions en matière de production industrielle;

d) — les infractions à la réglementation routière sur la protection et l'usage des voies publiques et les transports automobiles au Togo;

2^o/ — d'inspecter les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes;

3^o/ — de faire passer l'examen en vue de la délivrance de certificat de capacité pour la conduite des véhicules automobiles aux postulants résidant dans le cercle du Centre et assurer la réception des véhicules automobiles.

M. Maréchal devra, préalablement à l'accomplissement des fonctions prévues à l'article précédent, prêter serment devant le Tribunal de 1^{re} Instance à Lomé.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Office des Changes

AVIS N° 272 de l'Office des Changes relatif aux relations financières entre la zone franc et l'Italie.

Le présent avis a pour objet de préciser, sur certains points, les conditions dans lesquelles s'effectue-

ront, à compter du 22 août 1955, les règlements entre la zone franc et l'Italie. Il est entendu que demeurent applicables, dans les relations avec ce pays, toutes les dispositions des avis généraux, auxquelles le présent texte n'apporte pas de modifications.

La zone franc comprend les territoires énumérés dans l'Avis N° 170 (Instruction n° 513 aux Intermédiaires), modifié par l'Avis n° 259 (Instruction n° 780 aux Intermédiaires).

Les Instructions aux Intermédiaires n°s 257 et 281 sont abrogées.

I — Régime des comptes étrangers en francs ouverts au nom de personnes résidant en Italie

1°) Les Intermédiaires Agréés peuvent ouvrir sur leurs livres, dans les conditions fixées par l'Avis n° 164 (Instruction n° 471 aux Intermédiaires) des comptes étrangers au nom de personnes résidant en Italie;

2°) Ces comptes, dénommés « comptes étrangers italiens », fonctionnent, d'une manière générale, dans les conditions définies par l'Avis n° 164, modifié par les Avis n° 195 (Instruction n° 576 aux Intermédiaires) et n° 256. (Instruction n° 773 aux Intermédiaires).

En outre, ces comptes peuvent être, sans autorisation de l'Office des Changes :

a) Crédités du produit en francs de la vente de liras italiennes sur le marché italien,

b) Débités pour conversion en liras italiennes par vente de francs sur le marché italien.

II — Exécution des transferts

1°) Opérations au comptant

a) Les transferts en provenance de l'Italie sont exécutés :

Soit par vente de liras italiennes sur le marché des changes de Paris;

Soit par achat, contre liras italiennes, sur le marché italien, de francs dont le montant est prélevé au débit d'un compte étranger italien;

Soit par le débit d'un compte étranger italien;

b) Les transferts à destination de l'Italie sont exécutés :

Soit par achat de liras italiennes, sur le marché des changes de Paris;

Soit par vente, contre liras italiennes, sur le marché italien, de francs dont le montant est porté au crédit d'un compte étranger italien;

Soit par versement au crédit d'un compte étranger italien.

2°) Opérations à terme

Les opérations d'achat et de vente à terme de liras italiennes ne peuvent être exécutées que sur le marché des changes de Paris.

Jusqu'à nouvel avis, les Intermédiaires Agréés ne sont donc pas autorisés à assurer sur le marché italien la contre partie du solde non compensé des ordres d'achat et de vente à terme de liras italiennes émanant de leur clientèle.

AVIS N° 273 de l'Office des Changes modifiant l'Avis n° 272 relatif aux relations financières entre la zone franc et l'Italie.

Le paragraphe II (2°) de l'Avis N° 272 relatif aux relations financières entre la zone franc et l'Italie, est abrogé et remplacé par le texte suivant :

2°) Opérations à terme

« Les Intermédiaires Agréés sont habilités, à compter du 1^{er} septembre 1955, à exécuter soit sur le marché des changes de Paris, soit sur le marché italien, les ordres d'achat ou de vente à terme de liras italiennes dans la mesure où ces opérations sont autorisées par la réglementation en vigueur.

« En conséquence, les Intermédiaires Agréés sont autorisés, à compter de cette date, à assurer la contrepartie du solde non compensé des ordres d'achat et de vente à terme de liras italiennes émanant de leur clientèle.

« Soit sur le marché des changes de Paris, auprès d'un autre Intermédiaire Agréé;

« Soit sur le marché italien auprès d'une banque italienne spécialement habilitée ».

DOMAINES

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le vendredi 23 septembre 1955, à 10 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin-Ndanou-Copé, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 6 ares 72 cas, connu sous le nom de Tokoin-Ndanou-Copé et borné au nord par un passage, à l'est par Gervais Amoussou, au sud par Ndanou Alipui et à l'ouest par une rue, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Rambert Thomas Hounou, ouvrier des C.F.T. à Lomé, suivant réquisition du 4 mai 1955, n° 2.661.

Le jeudi 22 septembre 1955, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti de forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 9 ares 20 cas., connu sous le nom de Félício M. de Souza et borné au nord par John Todjékpao et Séquestre 77, au sud par la rue du Dahomey, à l'est par Félício de Souza et à l'ouest par la rue Thiers, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Laurent de Souza, transporteur à Lomé, suivant réquisition du 4 mai 1955, n° 2.662.

Le jeudi 22 septembre 1955, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti de forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 4 ares 10 cas., connu sous

le nom de Félício M. de Souza et borné au nord par Amenouvekon, au sud par la rue du Dahomey, à l'est par Shamélé et à l'ouest par Laurent de Souza, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Patrice de Souza, propriétaire à Lomé, suivant réquisition du 4 mai 1955, n° 2.663.

Le vendredi 23 septembre 1955, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 4 ares 54 cas., connu sous le nom de quartier n° 1 bis et borné à l'est et à l'ouest par Prescilla de Médeiros, au nord par la rue Anippah Dossou et au sud par concession Olympio, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Julia Bocco, revendeuse à Lomé, suivant réquisition du 7 mai 1955, n° 2.664.

Le vendredi 23 septembre 1955, à 9 h. 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 1 are 91 cas., connu sous le nom de quartier n° 1 bis et borné à l'est et au sud par Presilla de Médeiros, au nord par la rue Okiki Aguiar et à l'ouest par la rue de Nyékonakpoé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Tiana Landon, agent de police au Commissariat de Lomé, suivant réquisition du 7 mai 1955, n° 2.665.

Le jeudi 13 octobre 1955, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dayes-Apéyémé, cercle de Klouto, consistant en un terrain rural bâti en forme de polygone irrégulier d'une contenance de 2 ha. 20 ares 20 cas., connu sous le nom d'Azanou et borné au nord par la route d'Apéyémé-Adéta, à l'est par Kossi Djodjinou, au sud par le ruisseau Azanou et Koku Vényi et à l'ouest par Nutsugan Constantin et la route de Kétémé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Reinfried Konou, catéchiste à Dayes-Alavanyo, suivant réquisition du 5 mai 1955, n° 2.666.

Le mercredi 12 octobre 1955, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpélé Alimé, cercle de Klouto, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme de trapèze entièrement complanté de jeunes caféiers, partiellement en rapport d'une contenance de 73 ares 50 cas., connu sous le nom de Woutonou et borné au nord par Amegah Dewoe, à l'est par Jean Kokou Dekou, au sud par Macados Dovi et à l'ouest par Amegadoboe Zougah, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Augustin Amouzou, planteur à Kpélé-Alimé, suivant réquisition du 11 mai 1955, n° 2.667.

Le vendredi 16 septembre 1955, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpélé-Maflo (Lilimé), cercle d'Atakpamé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de cacaoyers et

palmiers à huile d'une contenance de 4 ha. 05 ares, connu sous le nom d'Awounibè et borné au nord par Cléophas Gaba Adoukounou et la rivière Awounibè, à l'est par Cléophas Gaba Adoukounou, au sud par Tiko Alphonse et à l'ouest par la rivière Awounibè, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Komi Antoine Allagbé, commerçant à Atakpamé, suivant réquisition du 14 mai 1955, n° 2.668.

Le lundi 19 septembre 1955, à 9 heures, il sera procédé au bornage d'un immeuble situé à Gobé-Egbo (Akposso-Sud) cercle d'Atakpamé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de cacaoyers d'une contenance de 1 ha. 43 ares 25 cas., connu sous le nom d'Egbo et borné au nord par Tchiguidi Lakpassé, à l'est par Augustin K. Obim, au sud par Zanou Biela Dado et un ravin non dénommé et à l'ouest par Augustin K. Obim, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Augustin K. Obim, commerçant à Badou-village (Lilimé), suivant réquisition du 11 mai 1955, n° 2.669.

Le lundi 19 septembre 1955, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Egbo-Gobé Akposso-Sud-Plateau, cercle d'Atakpamé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté entièrement de cacaoyers, caféiers et de produits vivriers d'une contenance de 5 ha. 92 ares 32 cas., connu sous le nom d'Egbo et borné au nord, à l'est et à l'ouest par Obim Yao et au sud par Oscar Zogli, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Zanou Dado, cultivateur à Gobé-Egbo (Akposso-Sud-Plateau), suivant réquisition du 14 mai 1955, n° 2.670.

Le vendredi 19 octobre 1955, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier Nyékonakpoé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 6 ares 37 cas, connu sous le nom de Nyékonakpoé et borné au nord par une rue en projet, à l'est par Eklou Kossi au sud et à l'ouest par Constantin Amegan, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Michel Fialuwo, Employé de Commerce à Palimé, suivant réquisition du 18 mai 1955, n° 2.671.

Le lundi 10 octobre 1955, à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Noépé, Cercle de Tsévié, consistant en un terrain rural non bâti de forme irrégulière complanté entièrement de palmiers à huile en pleine production d'une contenance de 1 hectare 66 ares 80 cas, connu sous le nom d'Akpavémé et borné au nord par Comlan Koudessé, à l'est par Dimaké Gbotsui, au sud par Konon Koussé, Baka Sévlo et Dimaké Gbotsui et à l'ouest par un sentier non dénommé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Sekou H. Alphonse, l'acteur des P.T.T. à Lomé, suivant réquisition du 26 mai 1955, n° 2.673.

Le mardi 11 octobre 1955, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de palmiers à huile, d'une contenance de 86 ares 80 cas., connu sous le nom de Demimé et borné au nord par Kodjo Wougau, au sud par Adégnon Assongbéto, à l'est par Djemeké et à l'ouest par Lovi Nyonator, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Dakpo Koussé, cultivateur à Noépé, suivant réquisition du 28 mai 1955, n° 2.674

Le lundi 10 octobre 1955, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Noépé, cercle de Tsévié, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de palmiers à huile, d'une contenance de 84 ares 46 cas., connu sous le nom d'Agboglodji et borné au nord par Ekué et Alossessen Gagnon, à l'est par Steven K. Amegee, au sud par un sentier non dénommé et Azialonho Adoukonou et à

l'ouest par la route Palimé et Agbetsiefa Anthony, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Sekou H. Alphouse, facteur des P.T.T. à Lomé, suivant réquisition du 26 mai 1955, n° 2.675.

Le mardi 19 septembre 1955, à 15 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Badou Litimé, cercle d'Atakpamé, consistant en un terrain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier sur lequel devra être construit un bureau des P.T.T. d'une contenance de 8 ares 17 cas, et borné au nord par Zongo, au sud par la route de Badou à Kadjébi, à l'est par Oscar Kotiko et à l'ouest par Auka, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Félix de Guise, Receveur des Domaines à Lomé, chargé de la régie des biens du Territoire du Togo placé sous la Tutelle de la France, suivant réquisition du 28 mai 1955, n° 2.676.

Le Conservateur de la Propriété foncière,

Félix de Guise.